

2 Politique

Assemblée nationale/Audition du Bruno Ben Moubamba

Quand les députés veulent se faire respecter !



Les députés, ici lors d'une séance plénière, ne semblent pas apprécier l'attitude désinvolte du numéro 2 du gouvernement Issoze Ngondet.



Le vice-Premier ministre, Bruno Ben Moubamba, a été éconduit par les représentants du peuple.

vice-Premier ministre. Par ailleurs, souligne-t-on, c'est à la demande du président de l'institution que Bruno Ben Moubamba a été reprogrammé pour le lendemain. Cette fois, l'audition du numéro 2 de l'actuel gouvernement a été menée à son terme. Toutefois, pour certains élus, et au regard des questions des députés, on pourrait dire que ce n'est que partie remise.

Selon eux, rien n'est à exclure tant que le vice-Premier ministre en charge de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement n'aura pas compris que dans ses rapports avec le Parlement en général et l'Assemblée nationale en particulier, il devra, chaque fois, faire montre de plus de responsabilité et de pragmatisme politique. D'abord parce que la Constitution consacre le principe de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Puis, dans les deux Chambres du Parlement, le PDG dont il pourfend à tout bout de champ le système, est ma-

juritaire, par conséquent mérite un peu plus de respect. Même si, interrogé sur l'incident, le président du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée n'a, curieusement, pas confirmé les faits rapportés par d'autres de ses collègues. Dans tous les cas, dur apprentissage de l'exercice de hautes responsabilités, pour ce nouveau membre du gouvernement, plutôt pas avare de déclarations intempestives.

**Opposition
Mise en place de l'ANO**

A l'initiative du président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, ancien candidat malheureux à la dernière Présidentielle, aujourd'hui vice-Premier ministre dans le gouvernement Issoze Ngondet, une douzaine de partis politiques se réclamant de l'opposition se sont constitués en groupement. Il s'agit de l'Alliance nouvelle pour l'opposition (ANO) dont la charte a été signée hier à Awendjé, dans le quatrième arrondissement de Libreville. Nous y reviendrons.

O'. N.
Libreville/Gabon

POUR certains observateurs de la vie politique gabonaise, il fallait s'y attendre. Un incident de ce genre, quelle qu'en soit l'ampleur, devrait forcément arriver. Tant l'allure du vice-Premier ministre en charge de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement, Bruno Ben Moubamba, frisait l'arrogance et le mépris, voire la provocation à l'égard des autres acteurs politiques, surtout ceux qui ont toujours soutenu le pouvoir. Comme c'est le cas des militants restés fidèles au Parti démocratique gabo-

nais (PDG) en général, et ses élus en particulier. D'autant plus que, malgré son entrée au gouvernement, il déclare toujours haut et fort y être allé pour combattre le "système Bongo-PDG". Du coup, les élus de l'Assemblée nationale où justement le parti au pouvoir détient une majorité absolue, n'ont pas manqué de saisir l'occasion de le ramener sur terre en le renvoyant à ses chères études. Lundi en effet, selon certaines indiscretions glanées, ici et là, dans l'enceinte de la première Chambre du Parlement, au cours de son audition par la Commission des Finances, l'ancien candidat malheureux à la dernière élection

présidentielle, aujourd'hui deuxième personnalité du gouvernement Issoze Ngondet, aurait passé des moments plutôt difficiles... Tout serait parti de la remarque à lui faite par les collègues de Richard-Auguste Onouvié, quant au caractère léger, selon eux, de l'exposé des motifs envoyés par ses services à l'Assemblée nationale. Principal reproche : le document ne serait pas signé. Ce qui, du point de vue administratif et aux yeux des députés, constitue un manquement. Et ces derniers n'ont pas manqué de le signifier au président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR). Toujours selon les mêmes indiscretions, le reproche

des élus n'aurait pas été bien apprécié par le vice-Premier ministre qui, comme on pouvait l'imaginer, ne s'est pas fait prier pour manifester son mécontentement. Le climat de défiance serait parti de là. Autre couac, aux dires de certains députés, le fait que Bruno Ben Moubamba qui multiplie des clins d'œil aux populations de Moabi, chef-lieu de la Douigny (Nyanga), dans la perspective des prochaines Législatives, aurait exigé des excuses à un député originaire de cette localité et auteur, selon lui, des propos discourtois à son égard, dans les médias. C'est donc fort de tout ceci, que les députés ont décidé de ne pas poursuivre l'audition du

Trois questions au... ministre de la Réforme de l'Etat

"Mettre un terme à des pesanteurs obérant la modernisation de l'État"

Propos recueillis par JKM & SM
Libreville/Gabon

C'est l'un des objectifs de Joël Pono Opapé

L'union. Vous avez été nommé récemment ministre de la Réforme de l'État, quelles sont les attributions exactes de votre département ministériel ?

Joël Pono Opapé : Avant tout, il faut savoir que le président de la République n'a pas attendu son deuxième septennat pour penser que notre pays a besoin de réformes. Et, lors de la récente campagne électorale, il a utilisé le slogan "changeons ensemble". Donc, en français facile, le ministère de la Réforme de l'État, est le ministère du "changeons ensemble". Réformer l'État consiste, entre autres, à impulser une dynamique visant à amener les Gabonais à regarder dans la même direction, de manière à mettre un terme à un certain nombre de pesanteurs obérant la modernisation de l'État. Ce qui suppose que chacun d'entre nous apporte sa pierre à l'édifice, en s'adaptant au contexte de la mondialisation et en prenant en compte nos us et coutumes. Car, vous vous en doutez bien que, moderniser l'État ce n'est pas prendre tout ce qui se fait ailleurs et venir le plaquer tout cuit chez nous. Nous devons prendre ce qui se fait de mieux hors de chez nous et l'arrimer, au final, au contexte local. C'est-à-dire qu'on regarde ce que les autres font, pour venir en faire autant chez nous. Au terme de la dernière élection présidentielle que nous avons tous vécue, nos compatriotes ont exprimé

leur désir de réformes. Et lors de son discours d'investiture, le président de la République avait clairement affirmé avoir entendu les messages de l'ensemble de ses compatriotes.

C'est vous dire que mon département ministériel a la responsabilité de matérialiser, en accord avec les plus hautes autorités de la République, toutes les aspirations des populations. Pour y arriver, nous entendons nous appuyer sur le travail et les réflexions déjà accomplis par certaines administrations publiques et ouvrir d'autres chantiers. Tout ceci, en tenant compte du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) de manière à avoir un État adapté aux défis du XXIe siècle.

De manière concrète, quelles actions entendez-vous mener à court, moyen et long termes, sinon qu'est-ce qui a été entrepris jusqu'ici ?

Je pense que pour préparer l'avenir, il faut regarder le passé. Cela dit, dans notre pays, nous avons l'expérience d'une réforme initiée avec réussite, mais nous n'en parlons pas suffisamment. Elle doit d'ailleurs constituer un modèle pour notre ministère. Je pense, tout naturellement, à la réforme relative à la modernisation de notre armée. Laquelle avait été initiée, comme vous le savez, par l'actuel président de la République, alors ministre de la Défense. Celle-ci avait débouché sur le concept d'une armée en "Or", c'est-à-dire opérationnelle et républicaine. Pour l'heure, nous explorons également d'autres pistes en prenant en compte l'impact non négligeable des Nouvelles technologies de l'information et de la



Joël Pono Opapé : " réformer l'Etat consiste, entre autres, à mettre un terme à certains comportements".

communication (NTIC) dans notre société. Sans oublier la nécessité de dynamiser nos collectivités locales, quand bien même la loi sur la décentralisation est inopérante du fait de l'absence des textes d'application. Pour avoir été maire et directeur dans une entreprise privée, je peux vous dire qu'il existe un grand écart entre la réflexion et l'action. Le plus souvent, lorsque vous analysez certaines choses, il faut éviter de vite se prononcer, car on risque parfois de ne pas saisir les éléments pertinents d'analyse. C'est en étant sur le terrain, proche des populations, que nous allons réussir à relever les challenges auxquels notre pays est confronté. Nous allons analyser des éléments de blocage qui, jusque-là, ont obstrué certaines réformes de l'État. C'est vous dire que pour le moment, nous essayons de mener des actions transver-

sales pour, petit-à-petit, faire en sorte que la décentralisation soit effective. Dans cette optique, nous attendons beaucoup du dialogue national qui devra nous permettre de mettre en œuvre les réformes qui seront collectivement prises et acceptées par les participants.

Vous laissez transparaître beaucoup d'ambition et d'optimisme dans vos propos. Croyez-vous réaliser ce que vous dites dans un contexte économique assez difficile ?

Vous savez, j'ai l'avantage de sortir d'un parti politique au sein duquel nous prônons la solidarité sociale. Pour avoir grandi autour d'un père et un grand-frère pasteurs, je pense faire partie du moule des personnes qui estiment qu'il n'y a pas de solution parfaite, mais qu'il y a la moins mauvaise solution. C'est pourquoi, nous devons tout faire en sorte que cette moins mauvaise solution soit appliquée pour le bien-être de tous. Et je suis convaincu que, si les plus hautes autorités de la République ont fait le choix de ma modeste personne au milieu de tant de compatriotes dont certains sont nettement plus compétents que moi, ce qu'elles ont estimé que j'ai certaines aptitudes susceptibles de me permettre de matérialiser leurs ambitions pour notre pays.